

**MANIFESTE DU PSE**

**POUR LES**

**ELECTIONS EUROPEENNES**

**DE JUIN 1999**

(Texte adopté par le Congrès du PSE le 1er mars 1999 à Milan)

# **PARTI DES SOCIALISTES EUROPEENS**

## **MANIFESTE POUR LES ELECTIONS EUROPEENNES DE 1999**

En juin 1999, les citoyens européens vont élire leurs députés au Parlement européen. Ces élections sont décisives pour changer ce qui ne va pas en Europe, pour lui apporter ce qui lui manque, pour lui donner un sens et un contenu plus conformes aux vœux de nos peuples.

Par ce manifeste, le Parti des Socialistes Européens, présente 21 propositions pour donner un nouveau départ à l'Europe du XXI<sup>e</sup> siècle. Ces engagements expriment les valeurs que nous, socialistes et sociaux-démocrates, partageons et que nous voulons mettre en œuvre au sein de l'Union : la démocratie, la liberté et les droits de l'Homme, la solidarité, la justice sociale et l'égalité des chances, les droits et les devoirs civiques et le respect du droit international.

Lors de ces élections, les partis de gauche vont s'opposer aux partis de droite sur deux fronts. En tant que socialistes, nous affirmons le droit à l'égalité des chances pour tous et le droit à une politique de solidarité pour tous ceux qui ont besoin d'être protégés par la société. Nous sommes favorables à une économie moderne qui assure croissance, compétitivité et création d'emplois, et nous rejetons les politiques de la droite qui condamnent les plus vulnérables et les plus démunis de la société à devenir les victimes des forces du marché.

Parce que nous sommes internationalistes, nous croyons que chacun de nos pays tirera avantage de nos convergences au sein de l'Union européenne. Nous sommes tous attachés à nos cultures et à nos identités nationales mais nous rejetons la vision à court terme de la droite qui prône un intérêt national étriqué au détriment d'intérêts plus larges et plus ambitieux qui nous sont communs.

Pour les socialistes, une économie moderne ne peut être développée qu'en liaison étroite avec les partenaires sociaux. Et nous savons que les économies sont d'autant plus fortes que les sociétés sont solidaires. La précarité et l'exclusion nuisent à tous. Nos sociétés ont l'ambition d'intégrer tous les citoyens par l'accès au savoir, à l'emploi et aux nouvelles technologies. C'est pour cela que nous disons "oui" à l'économie de marché, mais "non" à la société de marché.

Nous croyons que chaque individu améliore ses chances de réussite si la collectivité investit dans les services publics, en matière d'éducation, de santé, de transport et de protection sociale. Notre cadre de vie est un atout dont nous sommes responsables vis-à-vis des générations futures : c'est pourquoi nous sommes attachés à la qualité de notre environnement. Par ailleurs, nous savons que notre société ne pourra s'épanouir que si nous éliminons la discrimination sous toutes ses formes, permettant à chacun de développer ses talents et de vivre en sécurité.

Nous voulons rendre l'Europe aux citoyens à travers une Union plus approfondie, plus ouverte, plus démocratique et plus efficace. Les prises de décisions doivent y être transparentes et être

effectuées aussi près que possible des citoyens. Ainsi, nous pourrons réorienter les priorités de l'Union vers l'emploi, la sécurité et l'environnement, les préoccupations majeures des citoyens.

Enfin, tout au long de la prochaine législature, nous agirons pour que l'Union européenne tienne ses engagements et relève les défis qui s'offrent à elle. Ainsi, la monnaie unique qui est une réalité, le deviendra de manière tangible lors de l'introduction des pièces et des billets en euro. Les institutions et les politiques de l'Union européenne seront réformées. Avec l'élargissement nous mettrons fin aux dernières divisions entre l'Est et l'Ouest de l'Europe. Et, nous répondrons aux défis de la mondialisation.

Nous offrons aux électeurs notre conviction et notre détermination : en travaillant ensemble, nous pouvons construire une Europe meilleure. Cette Europe sera le plus grand espace de liberté, de stabilité, de prospérité et de justice qui ait jamais existé. Elle respectera les différences culturelles et l'identité de chacun de nos pays, permettant une union plus approfondie entre nos peuples. Alors, nous aurons créé une Union européenne qui jouera pleinement son rôle sur la scène mondiale.

Au cours des dernières années, les peuples de la plupart des Etats-membres nous ont exprimé leur confiance en remettant le pouvoir aux partis de la gauche et du centre gauche. Les électeurs confirmeront leur volonté de changement en renforçant le groupe du Parti des Socialistes Européens au Parlement européen, ce qui permettra une coopération cohérente et efficace entre le nouveau Parlement, le Conseil des ministres, la Commission européenne et les Etats-membres.

Ce manifeste du Parti des Socialistes Européens, et les 21 engagements qu'il propose, dessine les contours de cette Europe du XXI<sup>e</sup> siècle, une Europe de la croissance et de l'emploi, une Europe au service des citoyens, une Europe puissante et une Europe plus efficace. Il appartient maintenant aux électrices et aux électeurs, en nous accordant leurs suffrages, de préparer la nouvelle Europe pour le prochain millénaire.

## UNE EUROPE DE LA CROISSANCE ET DE L'EMPLOI

Notre ambition pour la construction européenne va bien au delà de la mise en place du marché unique. Nous devons promouvoir la cohésion économique et sociale et assurer aux citoyens une participation équitable aux fruits de la prospérité commune.

### 1. **Priorité à l'emploi**

L'emploi est la première des préoccupations européennes. Les socialistes continueront à être à l'avant garde, avec des idées nouvelles, pour créer des emplois, aider les chômeurs à trouver un travail et assurer une formation aux travailleurs insuffisamment qualifiés. L'Europe n'accepte ni les divisions sociales ni le gâchis humain et économique créés par le chômage structurel. Notre priorité, c'est la mise en œuvre du pacte européen pour l'emploi. Parmi les nombreuses mesures incitatives pour promouvoir l'emploi, nous insistons sur l'éducation, la formation, la réforme de la fiscalité, la modernisation des systèmes de protection sociale, l'aide à la création d'entreprises et le soutien au secteur non-marchand. Ces mesures peuvent également prendre la forme de réductions du temps de travail négociées entre les partenaires sociaux. **Nous nous engageons à tout mettre en œuvre pour permettre de trouver un emploi à tous ceux qui n'en ont pas, et notamment par des programmes spécifiques pour les jeunes et les chômeurs de longue durée.**

### 2. **Œuvrer pour la croissance**

Le marché unique rend les Etats membres plus interdépendants qu'ils ne l'ont jamais été. Ils doivent travailler ensemble pour promouvoir une croissance durable. Chaque Etat membre a plus de chances d'y arriver si les économies de ses voisins connaissent une croissance comparable. Nous devons promouvoir une stratégie européenne de croissance qui s'appuie à la fois sur la consommation et l'investissement. Nous attachons une attention toute particulière au développement des grands travaux d'infrastructures européens dans les domaines des transports et de la communication. Le rôle des autorités locales et régionales pour favoriser l'emploi et le développement économique mérite d'être mieux reconnu et nous soutenons l'action du Comité des Régions dans ce domaine. Au vu du potentiel de croissance des pays candidats à l'adhésion, l'Union européenne doit chercher à coopérer avec eux pour développer sa stratégie économique. **Nous nous engageons à une coordination plus étroite des politiques économiques avec l'objectif d'assurer une croissance durable et des niveaux élevés d'emplois.**

### 3. **Promouvoir l'Europe sociale**

La qualification et la capacité d'innovation des salariés sont les principaux atouts de l'activité économique. On ne peut engager des réformes économiques et soutenir la compétitivité que si les droits sociaux sont protégés de manière efficace et si l'information et la participation des salariés est assurée. C'est pourquoi, nous nous félicitons de l'inclusion du chapitre social dans les Traités. La solidarité, notamment entre les générations, est un de nos principes fondamentaux. **Nous nous engageons à renforcer et à moderniser le modèle social européen, à favoriser le dialogue entre les partenaires sociaux et à combattre l'exclusion.**

### 4. **Réussir l'euro**

L'euro doit contribuer de manière significative à une croissance durable, une inflation maîtrisée et des niveaux élevés d'emploi. La réussite de l'euro est dans l'intérêt de tous les Etats membres, qu'ils y participent ou non. Un euro stable préservera l'Europe contre les pressions déstabilisatrices de la spéculation monétaire, permettra la baisse des taux d'intérêts et contribuera à réformer le système financier international pour le rendre plus stable. Il permettra également une augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs grâce à une plus grande stabilité des prix, réduira les coûts des entreprises et favorisera la concurrence. La Banque centrale européenne doit dialoguer étroitement avec les institutions démocratiques et les instances de politique économique de l'Union. **Nous nous engageons à ce que l'introduction de la monnaie unique soit une réussite et favorise à la fois croissance, emplois et stabilité.**

## **5. Achever le marché unique**

Le bon fonctionnement d'un marché unique ouvert sur le monde est une des bases de la prospérité future de l'Union. C'est aussi une condition de la croissance durable et de l'emploi. Des efforts particuliers doivent être fait afin de permettre aux P.M.E. et aux régions d'outre-mer de profiter de cette opportunité. La fiscalité ne doit pas provoquer de distorsions dans les décisions économiques relatives au travail, au capital et aux services et doit favoriser la création d'emplois et la protection de l'environnement. L'introduction de l'euro nécessite un code de bonne conduite fiscale et une meilleure coordination des politiques pour éviter le dumping fiscal et les subventions dissimulées. En refusant le protectionnisme, en assurant l'information sur les produits, le marché unique satisfera l'intérêt des consommateurs et des usagers. **Nous nous engageons à achever le marché unique, à y garantir un accès libre et égal à toutes les entreprises européennes et à favoriser l'emploi par le développement des échanges.**

## **6. Promouvoir l'éducation, les compétences et la technologie.**

Nous devons en priorité investir dans ce qui est notre principal atout : les compétences de nos concitoyens. L'Europe ne doit pas rechercher la compétitivité par la baisse des salaires et la dégradation des conditions de travail mais par l'investissement dans l'éducation, les compétences et les nouvelles technologies. **Nous nous engageons à promouvoir une Europe de la connaissance basée sur la formation tout au long de la vie afin de procurer aux salariés les qualifications les mieux adaptées, et sur des programmes de recherche européens ouverts à la promotion des technologies de l'avenir.**

## **UNE EUROPE AU SERVICE DES CITOYENS**

L'Europe peut assurer aux citoyens un avenir meilleur en traitant en priorité les questions qui les concernent le plus.

### **7. Affirmer les droits des citoyens**

L'Union européenne a élargi les droits des citoyens européens en complétant ceux qu'ils tiennent de la citoyenneté nationale. Une société civile plus vivante doit être la base d'une Europe plus démocratique qui garantisse les libertés individuelles. Nous attachons une attention particulière aux droits des personnes handicapées. Afin de construire une identité européenne plus forte, nous proposons que tous les droits fondamentaux civiques, économiques, sociaux et culturels obtenus par les citoyens de l'Union européenne, y compris l'accès aux services publics, soient rassemblés dans une Charte européenne des droits. L'Union européenne, et particulièrement le Parlement européen, engagera une vaste consultation des associations, des ONG et des partenaires sociaux. **Nous nous engageons, par cette charte, à renforcer les droits des citoyens et à construire une Europe qui soit toujours davantage un espace de liberté, de sécurité, de justice et d'égalité.**

### **8. Aider les jeunes pour le 21ème siècle**

Les jeunes sont l'avenir de l'Europe et l'Europe est leur avenir. Ils sont des acteurs essentiels du progrès social, économique et technologique. Leurs attentes et leurs espoirs sont légitimes. Nous devons tout mettre en œuvre pour assurer leur pleine et entière intégration dans la société par l'éducation, l'emploi, la culture et la participation démocratique. Une attention particulière doit être portée aux jeunes les plus défavorisés, aux jeunes chômeurs ainsi qu'à ceux qui sont issus de l'immigration. Les programmes communautaires pour les jeunes doivent être renforcés afin de développer leur identité et leur engagement européens. **Nous nous engageons à donner toutes leurs chances aux jeunes dans une Europe qui garantisse le mieux-être aux générations futures.**

### **9. Assurer l'égalité des chances entre les femmes et les hommes.**

Le principe de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes est fondamental pour la démocratie. Il doit être appliqué à tous les domaines de la vie sociale et, tout particulièrement, être partie intégrante des politiques sociales et économiques. Nous nous félicitons du nouvel engagement des Traités de parvenir à la parité et de combattre toutes les formes de discrimination. Si l'accès équitable à l'éducation, à l'emploi ou à la participation démocratique n'est pas respecté, la société en sera affectée. Un partage des responsabilités au sein de la famille, de la société et du travail est nécessaire et la violence conjugale doit être combattue. La participation aux responsabilités politiques doit être ouverte à tous de manière équitable. **Nous nous engageons à assurer l'égalité des chances entre les femmes et les hommes partout en Europe et à appliquer ce principe dans toutes les politiques de l'Union.**

### **10. Combattre le racisme et maîtriser les flux migratoires**

La discrimination sous toutes ses formes n'a pas sa place dans la société que nous voulons bâtir. Une société démocratique est fondée sur le respect mutuel et l'égalité des droits de tous. L'Union européenne et ses Etats membres doivent être à la pointe de la lutte contre le racisme par le biais d'une coopération plus étroite. Pour développer une société basée sur la tolérance, ils doivent élaborer une stratégie européenne pour prévenir l'immigration clandestine, lutter à la source contre la pauvreté et les persécutions qui provoquent les flux migratoires et préserver les droits des immigrés, des réfugiés et des demandeurs d'asile. **Nous nous engageons à lutter contre la discrimination sous toutes ses formes, à combattre les préjugés ethniques, le racisme et la xénophobie et à agir pour une intégration réussie, par des programmes européens et nationaux.**

#### **11. Assurer un environnement équilibré.**

Etablir un cadre de vie épanouissant est une priorité de l'Union européenne. Ceci passe par un équilibre des territoires permettant une meilleure qualité de vie dans les villes et les banlieues et un développement rural harmonieux. La pollution ou les pluies acides n'ont pas de frontières. Nous ne pourrions garantir un environnement sain que si nous travaillons ensemble à renforcer les normes communes. L'Europe doit également être à la pointe de la protection de l'environnement planétaire. Nous devons faire du développement durable un principe de base des politiques internes et externes de l'Union européenne. **Nous nous engageons à réduire les émissions de gaz à effets de serre, arrêter le gaspillage des ressources, préserver la biodiversité, améliorer la sécurité alimentaire et respecter le principe pollueur-payeur.**

#### **12. Faire une force de notre diversité culturelle**

Nous croyons que la diversité culturelle de l'Europe est une richesse. Les citoyens européens partagent un projet et des intérêts communs pour lesquels la coopération et le renforcement des identités culturelles sont nécessaires. Nous sommes attachés à nos cultures et chercherons à promouvoir nos industries culturelles. La culture et les arts ont un rôle essentiel à jouer pour favoriser la cohésion sociale, l'affirmation des identités et le respect des différences. Le partenariat entre nos peuples est plus fort lorsque ceux-ci sont confiants dans leur identité culturelle et historique. **Nous nous engageons à préserver les différentes cultures, à promouvoir la compréhension entre les peuples et à assurer que toutes les cultures puissent s'exprimer librement.**

#### **13. Renforcer la sécurité et lutter contre la criminalité.**

L'insécurité et la criminalité sont des préoccupations communes à tous les citoyens européens. Améliorer la sécurité de nos sociétés doit être en tête des priorités des gouvernements européens. La criminalité trans-frontalière, telle que le blanchiment de l'argent, le trafic de drogue ou la traite d'êtres humains, a un impact direct sur la vie des citoyens. Les pays de l'Union européenne doivent coopérer dans la lutte contre le crime organisé, garantir une sécurité plus efficace aux frontières extérieures et assurer le succès de la nouvelle agence européenne, Europol. La coopération en matière de lutte contre la criminalité doit également associer les futurs Etats membres et les pays voisins. **Nous nous engageons à combattre la criminalité par une intensification de la**

**coopération judiciaire et policière en Europe, et à améliorer l'efficacité et le contrôle démocratique d'Europol.**

#### **14. Rapprocher l'Europe du citoyen**

Nous voulons une Europe décentralisée qui encourage l'initiative régionale et la démocratie locale. Nous devons préserver l'identité et le libre arbitre des Etats membres dans les domaines qui peuvent être mieux traités aux niveaux national, régional ou local. Nous devons également construire une Union plus approfondie, capable de traiter de manière efficace les sujets qui nous rendent interdépendants et requièrent une réponse européenne. L'information et la prise de décision doivent également être transparentes et accessibles aux citoyens. **Nous nous engageons à rapprocher les décisions européennes le plus possible du citoyen en appliquant le principe de subsidiarité qui assure l'intégration là où elle est nécessaire et la décentralisation là où elle est possible.**

### **UNE EUROPE PUISSANTE**

L'Europe doit garantir ses intérêts communs et promouvoir ses valeurs de démocratie, de solidarité, de justice et de liberté dans le monde.

#### **15. Répondre au défi de la mondialisation**

La mondialisation a profondément changé la vie économique et politique, ce qui a des conséquences importantes sur l'emploi et les problèmes de société. Dans une Union élargie et approfondie, les pays européens seront plus forts et mieux à même de répondre à ces défis. Nous devons tirer parti du changement et du dynamisme de l'économie mondiale tout en renforçant les modèles sociaux propres aux pays d'Europe. Nous avons également besoin d'un système financier international réformé capable de répondre aux crises mondiales et de favoriser le progrès économique dans l'intérêt des pays développés comme des pays émergents. **Nous nous engageons à agir ensemble pour relever le défi de la mondialisation et réformer les institutions internationales en vue d'assurer un ordre mondial plus efficace et un système financier international mieux régulé.**

#### **16. Unifier l'Europe**

L'unification de l'Europe est une perspective exaltante. Nous ne pouvons accepter que notre continent reste divisé entre pauvreté et prospérité. Un processus d'élargissement bien préparé, bien mené et intégrateur est dans l'intérêt à la fois des Etats membres de l'Union européenne et des pays candidats à l'adhésion. L'élargissement permettra de consolider la démocratie et la stabilité de notre continent, de renforcer la voix de l'Europe dans le monde et d'étendre le marché unique. Les pays candidats doivent être tous soumis aux mêmes critères objectifs politiques et économiques. L'Union européenne doit chercher à renforcer sa coopération avec tous les pays européens, qu'ils soient ou non candidats. **Nous nous engageons à mener un processus d'élargissement fondé sur des**

**négociations sérieuses et approfondies, avec pour but de réaliser l'adhésion des nouveaux Etats membres aussi tôt que possible.**

#### **17. Agir ensemble pour la paix et la sécurité dans le monde**

Lorsque l'Europe agit de manière unie, chaque Etat membre garantit mieux ses intérêts dans le monde. Nous obtenons de meilleurs résultats dans les négociations internationales, notamment commerciales, si nous parlons d'une seule voix. Nous pouvons accroître notre influence sur la scène mondiale et mieux promouvoir des normes internationales de respect des droits de l'Homme, des droits sociaux et de l'environnement si nous poursuivons une politique étrangère et de sécurité commune ambitieuse. Et nous contribuerons plus efficacement à la gestion internationale des crises si nous coopérons plus étroitement dans le domaine de la défense ainsi qu'il est prévu dans les Traités. Des progrès dans les domaines du désarmement et du contrôle des armes amélioreront la stabilité et la paix en Europe. Il est en particulier de la responsabilité de l'Union européenne de nouer des relations étroites avec ses plus proches voisins tels que la Russie et l'Ukraine. L'élargissement à l'Est doit être accompagné d'un développement parallèle de la coopération euro-méditerranéenne. **Nous nous engageons à bâtir une coopération étroite et forte en politique étrangère et à renforcer la capacité et les moyens de l'Europe pour prévenir les conflits et répondre aux crises en matière de sécurité.**

#### **18. Renforcer la solidarité avec les autres nations**

L'Europe a une responsabilité dans la coopération avec les pays en voie de développement. Les conflits, les migrations de masse, la rapide croissance de la population et la dégradation de l'environnement ont souvent leurs racines dans la pauvreté. L'Union européenne doit renforcer ses efforts d'aide au développement et en concentrer une plus grande partie sur les personnes et les pays les plus pauvres. Elle doit également s'assurer que les avantages de la mondialisation soient équitablement partagés et que les pays les plus pauvres aient un accès équitable au marché. L'Union européenne doit assurer une cohérence entre sa politique de solidarité et ses autres politiques extérieures. Elle doit aussi soutenir la démocratie, la bonne gouvernance et le respect des droits de l'Homme qui sont essentiels pour la stabilité et le développement. **Nous nous engageons à mener des politiques d'aide, d'échanges commerciaux, d'investissement et de résorption de la dette qui réduiront la pauvreté dans le monde et contribueront à l'objectif internationalement reconnu de réduire de moitié le nombre de personnes vivant dans la pauvreté d'ici 2015.**

### **UNE EUROPE PLUS DEMOCRATIQUE ET PLUS EFFICACE**

L'Europe doit pouvoir s'adapter aux nouveaux défis. Elle doit réformer les politiques et réaliser les réformes institutionnelles nécessaires à une Union élargie, plus démocratique et plus efficace.

## 19. Réformer les politiques européennes

Nous voulons une Europe moderne qui serve les citoyens de manière efficace. Pour cela, nous devons continuer à moderniser ses politiques afin qu'elles répondent à leurs besoins. L'Union européenne a besoin d'une politique agricole commune réformée conciliant la promotion d'un développement rural équilibré dans ses territoires, la protection de l'environnement, la demande des consommateurs pour des produits bon marché et de bonne qualité, et la compétitivité. L'Union européenne a également besoin de fonds structurels réformés qui s'attaquent aux inégalités régionales et sociales dans l'Europe élargie. Ces fonds doivent être véritablement ciblés vers la création d'emplois, la solidarité et la cohésion économique et sociale. **Nous nous engageons à poursuivre la réforme des politiques européennes pour qu'elles soient mieux adaptées au XXI<sup>e</sup> siècle.**

## 20. Réformer le budget européen

L'Union européenne doit avoir les ressources suffisantes pour répondre aux demandes que nous plaçons en elle et prendre en compte le soutien à la croissance, à l'emploi et à l'élargissement. L'Union européenne, tout en respectant la discipline budgétaire, doit imaginer de nouvelles ressources pour financer l'investissement, notamment à travers les prêts accordés par la Banque Européenne d'Investissement et le partenariat public-privé. Le gaspillage, l'inefficacité et la fraude doivent être éliminés. **Nous nous engageons à développer de nouvelles sources d'investissement, à maintenir la discipline budgétaire, et à améliorer l'efficacité de la gestion financière de l'Union pour répondre aux nouvelles priorités.**

## 21. Réformer les institutions européennes

L'Union européenne a besoin d'institutions démocratiques et efficaces pour mettre en œuvre ses politiques et faire fonctionner l'Europe élargie du siècle prochain. L'Union européenne doit tout particulièrement se mettre d'accord sur les réformes envisagées à Amsterdam, à savoir la taille de la Commission, la pondération des voix et l'extension de la majorité qualifiée. Le Parlement européen doit faire plein usage de ses pouvoirs accrus de législation et de contrôle, et bâtir un partenariat plus étroit avec les parlements nationaux. La Commission européenne doit être mieux organisée et davantage responsabilisée. Le Conseil européen doit établir les orientations stratégiques pour l'Europe. Le Conseil des ministres doit fonctionner de manière plus coordonnée et ses processus de décision doivent être plus efficaces et plus transparents, y compris par un recours étendu à la majorité qualifiée là où cela est souhaitable. **Nous nous engageons à réformer les institutions européennes avant l'élargissement afin de les rendre plus ouvertes, plus efficaces et plus démocratiques.**

\* En ce qui concerne le Parti Social-Démocrate Danois, la déclaration doit être lue à la lumière de l'Accord dit d'Édimbourg conclu lors du Conseil européen de décembre 1992

## **PARTI DES SOCIALISTES EUROPEENS - PSE**

Au sein du Parti des Socialistes Européens (PSE), 20 partis sociaux-démocrates, socialistes et travaillistes de l'Union Européenne, de Norvège et de Chypre coordonnent leurs politiques européennes et agissent de plus en plus sur la base d'une stratégie commune. Les partis membres du PSE coopèrent étroitement avec 17 partis associés et observateurs venant essentiellement des pays candidats à l'adhésion à l'Union Européenne dans les prochaines années.

11 des 15 Chefs de Gouvernement dans